

Vendredi 10 mars 2017

Tollé dans les départements de grande couronne après les déclarations du candidat d'En Marche

Lors de l'audition par l'Assemblée des Départements de France des principaux candidats à l'élection présidentielle le mercredi 8 mars 2017, Emmanuel Macron a fait des propositions inacceptables symbolisant sa méconnaissance totale du fonctionnement des collectivités territoriales et des enjeux de la région capitale.

Le candidat socialiste d'En Marche devrait mettre à jour ses fiches sur l'Île-de-France qui ne compte plus 8 départements mais 7, depuis la fusion de la ville et du département de Paris.

Sa proposition qui consiste à supprimer les départements d'Île-de-France relève d'une vision de la région capitale calée sur les années 60, avant les lois de décentralisation.

Le chef de file d'En Marche devra expliquer comment les nouvelles grandes régions pourraient gérer le RSA, la prestation autonomie pour les personnes âgées (APA) et la prestation de compensation du handicap (PCH) sans l'échelon départemental. Fin 2015 les seuls allocataires du RSA était au nombre de 430 000 en Île-de-France, sans compter les allocataires de la PCH (33 000) et de l'APA (132 000). Il s'agit de prestations et il n'y a pas d'économie à la clé. Or seuls les départements peuvent gérer en proximité la multiplicité des situations individuelles. Qui assurerait le volet insertion de ces allocataires ? Qui disposerait de la connaissance du terrain ? C'est le type même d'idées technocratiques, inefficaces en pratique qui aboutissent à des charges supplémentaires pour la collectivité.

Le candidat socialiste devrait plutôt expliquer comment il va financer ces allocations qui ne sont plus financées qu'à 60% par l'Etat. Cette question est d'autant plus cruciale que le même candidat prétend faire compenser par l'Etat la suppression de 80% des recettes fiscales de taxe d'habitation des communes et intercommunalités.

L'Île-de-France compte 1151 collèges et 601 lycées (publics et privés) accueillant plus d'un million d'élèves. Est-il raisonnable d'imaginer une administration capable de suivre l'ensemble de ces établissements sans sombrer dans une gestion technocratique éloignée des réalités du terrain et surtout de la souplesse indispensable ? Qui va réparer le lave-vaisselle ou la chaudière qui tombent en panne ? Dans quels délais ?

« L'association Grande Couronne Capitale exprime son profond désaccord avec les propositions du candidat socialiste d'En Marche qui traduisent sa méconnaissance totale des enjeux de la région capitale.

La mise en œuvre d'un tel programme constituerait un recul dramatique de la démocratie et de l'efficacité des services publics, et obérerait les chances de Paris de demeurer une ville-monde dans la compétition internationale. Le candidat socialiste d'En Marche doit démentir ses propos. » conclut François Durovray, Président de l'association Grande Couronne Capitale.